ID: 030-200066918-20251106-2025_0429-AI

Recu en préfecture le 06/11/2025









RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

2025 10429

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS D'ALÈS AGGLOMÉRATION

Pôle Infrastructures Mobilité/ANRU Tél: 04 66 56 10 82

Réf: PV/OB/MM.2025.10.

Objet: Convention constitutive d'un groupement de commandes avec Les Logis Cévenols en vue de la passation de marchés pour la réalisation d'études et de travaux Grand'Rue Jean-Moulin à Alès

Le président d'Alès Agglomération,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L2113-6 à L 2113-8,

Vu la délibération du conseil de communauté C2024 03 17 du 27 juin 2024 portant délégation du conseil de communauté au président en application des dispositions de l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales, modifiée par la délibération C2024 05 18 du conseil de communauté du 18 décembre 2024,

Considérant que dans le cadre du NPNRU il est prévu le réaménagement total de la Grand' Rue Jean-Moulin à Alès et notamment la requalification des pieds d'immeubles sur laquelle Les Logis Cévenols sont déjà engagés,

Considérant qu'afin de parachever la requalification de ces pieds d'immeubles, il est nécessaire de procéder à la démolition de la dalle arrière et des locaux d'activités situés au-dessous,

Considérant qu'au vu des différents intérêts suscités par ce projet, Les Logis cévenols et la Communauté Alès Agglomération se sont rapprochés afin de formaliser un cadre permettant l'élaboration de ce projet d'ensemble et comprenant la passation de marchés publics,

Considérant qu'au regard de ce qui précède, Les Logis cévenols et la Communauté Alès Agglomération entendent créer un groupement de commandes sur le fondement des articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la commande publique pour la réalisation d'études et de travaux de démolition,

Considérant que ce groupement de commandes doit être créé et acté par convention,

Envoyé en préfecture le 06/11/2025

Reçu en préfecture le 06/11/2025

Publié le 07/11/2025

ID: 030-200066918-20251106-2025_0429-AI

DÉCIDE

ARTICLE 1:

Une convention constitutive d'un groupement de commandes pour la réalisation d'études et de travaux de démolition de la dalle arrière et des locaux d'activités situés au-dessous, à l'angle de la Grand'Rue Jean-Moulin et de la rue du Commandant Audibert à Alès sera signée entre la Communauté Alès Agglomération représentée par son président, M. Christophe RIVENQ et Les Logis Cévenols représentés par leur directeur général, M. Thierry SPIAGGIA, Les Logis Cévenols sont désignés coordonnateur de ce groupement.

ARTICLE 2:

Ladite convention constitutive du groupement de commandes entrera en vigueur à compter de sa notification aux membres du présent groupement de commandes par le coordonnateur et prendra fin à la complète exécution des prestations ayant fait l'objet du groupement de commandes.

La convention définira les modalités de fonctionnement du groupement de commandes pour la préparation, la passation et l'exécution des marchés publics.

ARTICLE 3:

Monsieur le directeur général de la Communauté Alès Agglomération et Monsieur le receveur communautaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Atès, le 0 6 NOV. 2025

Le président

Christophe RIVENQ

La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.